

Déclaration de nouveau mode d'exercice

Cette déclaration peut être retournée, complétée et signée, par email (tableau@architectes-idf.org) ou par courrier (CROAIF – Service du Tableau - 148 rue du faubourg Saint-Martin - 75010 Paris).

Joignez obligatoirement l'attestation d'assurance de l'employeur conforme au modèle de la page suivante, ainsi qu'une attestation d'employeur, ou la copie d'un bulletin de salaire ou du contrat de travail, mentionnant votre titre d'architecte.

Toute déclaration incomplète ou non accompagnée d'une l'attestation d'assurance conforme et du justificatif d'employeur ne pourra pas être prise en compte.

Je soussigné(e)

adresse personnelle

.....

tel personnel email personnel

inscrit(e) au Tableau sous le n° national

déclare exercer la profession d'architecte en tant que salarié(e) de la société d'intérêt collectif

agricole et d'habitat rural

dont l'adresse est.....

.....

tel professionnel email professionnel.....

depuis le (jour/mois/année) et jusqu'à nouvelle information de ma part.

Je m'engage à déclarer au Conseil régional toute modification qui interviendrait dans ma situation.

Fait le

Signature (obligatoire) :

Modèle d'attestation d'assurance

conforme à l'arrêté du 15 juillet 2003 qui fixe le modèle d'attestation d'assurance adressée chaque année par les architectes au Conseil régional de l'Ordre

Cette attestation ne peut être établie par un courtier : elle doit obligatoirement être émise et signée par le mandataire d'une compagnie d'assurance française (ou d'un assureur européen reconnu par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution).

*Elle peut être envoyée par email (tableau@architectes-idf.org)
ou par courrier (CROAIF – Service du Tableau - 148 rue du faubourg Saint-Martin - 75010 Paris).*

Toute attestation incomplète ne pourra pas être prise en compte.

La compagnie d'assurance
atteste avoir délivré à
la SICAHR
une police n°
couvrant la responsabilité qui peut être engagée à raison des actes qu'il/elle accomplit à titre
professionnel ou des actes de ses préposé(e)s
depuis le (jour/mois/année)
et jusqu'au (jour/mois/année)

Cette police satisfait aux obligations édictées par la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Elle est conforme aux exigences de l'article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe I de l'article A.243-1 du code des assurances.

La présente attestation ne peut engager la société d'assurance au-delà des conditions et limites du contrat auquel elle se réfère.

Fait à le

Signature et cachet de l'assureur (*obligatoire*)